Emparons-nous de l'avenir

Développement économique et jeunesse autochtone du Nord de l'Ontario

Industry Canada Industrie Canada

FedNor

Canada

Il est possible de se procurer bureau de FedNor à Sault Ste. Marie à l'adresse sui

Place Roberta Bondar
6e étage
70, promenade Foster
Sault Ste. Marie (Ontario) P6A 6V4

Téléphone : (705) 941-2014
Sans frais : 1 877 333-6673
Télécopieur : (705) 941-2085
Internet : http://fednor.ic.gc.ca

Le présent rapport a été préparé pour FedNor-Industrie Canada par les firmes *JTM Consulting Inc.* et *Raindancer Interactive*.

Les opinions qui sont exprimées dans ce rapport ne sont pas nécessairement celles de FedNor-Industrie Canada ni celles du gouvernement du Canada.

Il est permis de reproduire ce document par des moyens électroniques, photomécaniques ou autres de même que de l'archiver dans un système de consultation de la documentation.

Remarque
Dans cette publication, toutes les expressions désignant des personnes visent à la fois les hommes et les femmes.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (Industrie Canada) 1999

Industry Canada
Library - Queen
NOV 17 2014
Industrie Canada
Bibliothèque - Queen

Numéro de catalogue : C2-438/1999F
ISBN : 0-662-83638-3

Also available in English under the title: ***Accessing Our Future***
Aboriginal Youth on Economic Development in Northern Ontario

PRINTED IN CANADA
IMPRIMÉ AU CANADA

E
98
Y68
C3
A46

Table des matières

Résumé 1
Ce que FedNor a entendu 2

FedNor et le développement économique axé sur les jeunes Autochtones 4
Aperçu de la consultation 4

Les réalités auxquelles fait face la jeunesse autochtone du Canada 5

Information et communication 6
Initiatives possibles en matière d'information 7
Intervention précoce 8
Accès à Internet 8
Renseignements attrayants pour les jeunes Autochtones 8
Préoccupations liées aux jeunes des régions rurales et éloignées 9
Types de renseignements requis 9

Création de partenariats 10
Collaboration avec les collectivités autochtones 10
- Engagement envers la jeunesse autochtone 10
- Recours accru aux partenariats quant à la prestation des programmes et des services 11
- Flexibilité accrue des programmes 12
- Intervention accrue de la jeunesse autochtone par la consultation 13

Création de partenariats constructifs 14

Approches holistiques 16
Respect de la culture autochtone 16
Modèles et appui 16
Participation des jeunes à l'élaboration de stratégies de développement économique communautaire 17
Reconnaissance des facteurs sociaux 17
Garde d'enfants 17
Promotion d'une culture du développement économique autochtone 18

Promotion de carrière et perfectionnement professionnel 19
Orientation professionnelle et interventions 19
Formation ciblée 20
Formation en vue de l'accès au financement 20
Stages et mentorat 21
Amélioration des programmes de formation 21
Formation d'entrepreneurs autochtones 21
Technologie et formation 22

Amélioration de l'accès au capital **23**
Éducation en matière de capitaux 23
Flexibilité en matière de financement 23
Fonds d'investissement destinés à la jeunesse autochtone 23

Conclusion **24**
Faire face à la réalité 24
C'est le temps d'agir 24

Notes en fin de rapport **26**

Résumé

En mars 1998, l'Initiative fédérale du développement économique dans le nord de l'Ontario (FedNor) et le Groupe de travail autochtone (GTA) ont tenu un forum de consultation à l'intention des jeunes Autochtones. Intitulé *Emparons-nous de l'avenir*, ce forum de trois jours, qui s'est déroulé du 27 au 29 mars à Thunder Bay (Ontario), a réuni plus d'une centaine de jeunes Autochtones du nord de l'Ontario pour qu'ils discutent des enjeux auxquels ils font face en matière de développement économique.

Il y avait au programme une série d'ateliers d'information et de remue-méninges qui ont permis aux participants d'échanger points de vue, opinions et aspirations. Le présent rapport révèle les nombreuses idées qui ont découlé des discussions précieuses qui ont eu lieu pendant tout le forum.

Il présente donc les commentaires offerts par des jeunes Autochtones sur des questions concernant les politiques, les programmes et les services en matière de développement économique ainsi que sur les défis et les obstacles qu'ils doivent surmonter dans le nord de l'Ontario. Il met aussi en évidence les principaux thèmes et les questions prioritaires qui ont fait l'objet de discussions à l'occasion des ateliers. Ce rapport devrait fournir aux intervenants des milieux gouvernementaux, du secteur privé et des collectivités une certaine orientation et des solutions possibles quant à la résolution des problèmes des jeunes Autochtones en matière de développement économique. Il devrait être considéré comme le point de départ qui donnera lieu à la poursuite du dialogue avec les jeunes et à la participation de ces derniers au développement économique.

Une chose est claire. La consultation a confirmé le fait que les jeunes Autochtones du nord de l'Ontario considèrent le développement économique comme une priorité et qu'ils veulent s'assurer de continuer d'avoir leur mot à dire pour ce qui est des questions qui touchent leur vie directement. Grâce à ce type de partenariat et d'intégration, ces jeunes seront en mesure de s'emparer de leur avenir avec fierté et confiance!

Ce que FedNor a entendu

Durant tout le forum, les délégués ont dit qu'ils se préoccupaient de leur avenir professionnel, de leur avenir économique et de l'avenir de leurs collectivités. Les jeunes Autochtones sont conscients des réalités économiques avec lesquelles leurs collectivités sont aux prises. Ils connaissent très bien les obstacles socio-économiques qu'ils doivent surmonter, dont la pauvreté, la toxicomanie, la dévalorisation, la dépendance envers l'aide sociale et le manque de modèles concrets.

Pendant leur discussion sur les outils qu'il leur faut pour progresser vers l'autosuffisance économique, les jeunes ont dit avoir besoin de possibilités de formation et d'instruction; de possibilités d'emplois et d'emplois durables ainsi que de renseignements sur les programmes et les services à leur disposition.

Dans l'ensemble, les participants ont exprimé leur désir de voir les organismes gouvernementaux dont le mandat est de les aider reconnaître et respecter leur culture et leur héritage distincts.

Par ailleurs, il importe de mentionner que deux notions clés sous-tendent le présent rapport. D'une part, le message est clair - les jeunes veulent avoir leur mot à dire dans l'élaboration des programmes et des services visant à les aider à atteindre leurs objectifs de carrière et d'emploi. Ainsi, ils s'assureront que les initiatives qui leur sont destinées répondent bel et bien à leurs besoins. D'autre part, la réalisation de leurs objectifs de carrière et d'emploi dépend de divers facteurs allant de la pauvreté à l'emplacement géographique en passant par l'accès à des données à jour et les tendances du marché local de l'emploi. Toute initiative visant à aider les jeunes Autochtones doit donc tenir compte de ces réalités.

En vue de permettre au lecteur de bien saisir la nature des commentaires faits par les délégués, le présent rapport regroupe les résultats de la consultation menée par FedNor en cinq thèmes principaux, soit les suivants : Promotion de carrière et perfectionnement professionnel; Approches holistiques; Création de partenariats; Information et communication, et Amélioration de l'accès au capital.

Promotion de carrière et perfectionnement professionnel

La promotion de carrière et le perfectionnement professionnel jouent un rôle crucial pour ce qui est de l'avenir des jeunes Autochtones et le développement de leurs collectivités. Il est important d'encourager ces derniers à embrasser le développement économique. À cette fin, il faut leur offrir, entre autres, des services améliorés d'orientation professionnelle et d'intervention ainsi que des stages, de l'encadrement et une formation ciblée. En outre, il faut insister sur l'entrepreneuriat comme choix de carrière viable.

Approches holistiques

En général, les jeunes Autochtones doivent aplanir plus d'obstacles que les autres jeunes en matière de développement économique ou sur le marché du travail. De surcroît, ils cherchent à découvrir leur propre lien avec leur culture, leur héritage et leur spiritualité. Par conséquent, quand vient le temps d'élaborer des initiatives jeunesse visant à promouvoir le développement économique dans les collectivités autochtones, il importe d'avoir recours à une approche holistique et adaptée à la culture autochtone.

Création de partenariats

FedNor doit établir de véritables partenariats avec les collectivités autochtones. Elle devrait s'engager à mettre en oeuvre une stratégie pluriannuelle fondée sur des partenariats regroupant les jeunes Autochtones, les collectivités autochtones, le secteur privé et les ministères gouvernementaux. Cette stratégie devrait faire fond sur l'infrastructure et les modes de prestation déjà en place.

Information et communication

Les participants ont dit que le manque de renseignements comptait parmi les principaux obstacles à la réalisation de leurs objectifs économiques. Les renseignements stratégiques doivent être distribués judicieusement. L'idéal serait d'utiliser un guichet unique mettant à contribution l'infrastructure de télécommunications déjà en place dans les collectivités. Pour ce qui est de l'information qui est disséminée, elle manque souvent d'originalité. Pourtant, cette qualité est nécessaire si l'on veut susciter l'intérêt des jeunes. Le matériel doit être attrayant pour eux. L'intervention des jeunes à l'étape de l'élaboration de produits d'information serait un point de départ. FedNor pourrait donc tirer avantage des services d'un organisme consultatif composé de jeunes Autochtones.

Amélioration de l'accès au capital

L'accès limité à des fonds de démarrage s'avère une préoccupation constante chez les jeunes entrepreneurs autochtones. Ceux-ci ont insisté sur la nécessité de bien informer les jeunes sur les types de financement à la disposition des entrepreneurs, de réserver des fonds de capital et d'emprunt aux jeunes Autochtones et de prévoir une certaine flexibilité pour ce qui est du financement d'entreprises appartenant à des jeunes Autochtones.

Conclusion

Les jeunes Autochtones veulent jouer un rôle important dans l'élaboration des politiques, des programmes et des services qui ont une incidence sur leur avenir. Les résultats de la consultation de FedNor traduisent la confiance et le savoir-faire des jeunes Autochtones qui veulent créer de l'espoir et des débouchés pour eux-mêmes et pour leurs pairs.

Dîner d'ouverture (de gauche à droite) : Tom Morris, nation Nishnawbe-Aski; Karen Streich, FedNor; Wade Cachagee, CREE-TECH Inc; Robert Nault, député fédéral de Kenora-Rainy River; Lynn Chabot, *Ontario Federation of Indian Friendship Centres.*

FedNor et le développement économique axé sur les jeunes Autochtones

L'Initiative fédérale du développement économique dans le nord de l'Ontario (FedNor) favorise la croissance économique, la diversification, la création d'emplois et l'autonomie à long terme des collectivités du nord de l'Ontario, en collaborant avec des partenaires communautaires et d'autres organismes en vue de faciliter l'accès des petites entreprises au capital, aux renseignements et aux marchés.

Les gouvernements et les collectivités autochtones sont des intervenants primordiaux pour ce qui est de l'avenir économique du nord de l'Ontario. Pour cette raison, FedNor a formé le Groupe de travail autochtone (GTA), qui se composait de représentants de divers organismes politiques ou de prestation de services autochtones du nord de l'Ontario. De concert avec FedNor, le GTA s'employait à soutenir l'établissement, le développement et la croissance de l'économie des collectivités autochtones et à faciliter l'accès des Autochtones aux programmes et aux services de FedNor. Ainsi, grâce à des initiatives visant à atteindre leurs objectifs communs, FedNor et le GTA ont beaucoup accompli.

Tous les deux ont souligné le fait que la jeunesse autochtone devrait être au premier plan de leurs initiatives. Par conséquent, pour bien saisir les défis et les besoins de ce groupe prioritaire en matière de développement économique, FedNor et le GTA ont conjointement organisé le forum de consultation destiné aux jeunes Autochtones.

Aperçu de la consultation

La trousse de demande de participation à *Emparons-nous de l'avenir* a été envoyée à plus de 300 organisations et gouvernements autochtones. En outre, le GTA et FedNor se sont occupés de la promotion de l'événement. Le Web a aussi été mis à contribution. Plus de 200 demandes ont été reçues. De ce nombre, une centaine de participants ont été sélectionnés de manière à assurer une juste représentation démographique et géographique de la jeunesse autochtone de tout le Nord ontarien.

Les autres ont reçu un questionnaire de consultation et ont ainsi eu la chance de faire part à FedNor de leur opinion. De plus, les jeunes Autochtones partout dans le Nord ont pu prendre part à la consultation en remplissant un questionnaire en ligne.

Figuraient au programme du forum des conférenciers, notamment des députés fédéraux et le lauréat d'un des Prix nationaux d'excellence décernés aux Autochtones en 1998 (Prix jeunesse), un salon info-jeunesse (Point d'accès virtuel), des groupes de discussion à l'intention des jeunes Autochtones venant des milieux urbains, ruraux et éloignés ainsi que cinq ateliers parallèles portant sur les sujets suivants :

Accès à l'information
Accès aux marchés
Accès à la technologie
Accès à la formation
Accès au capital

En plus de prendre part aux discussions tenues dans le cadre des ateliers, les résultats desquelles constituent l'essentiel du présent rapport, les participants ont, à la demande des organisateurs, rempli un questionnaire de consultation et signé le livre d'or virtuel.

Les réalités auxquelles fait face la jeunesse autochtone du Canada

Il importe de considérer les points qui ont été soulevés lors de la consultation en tenant compte de la démographie et du marché du travail qui sont aujourd'hui le propre de la jeunesse autochtone canadienne.

Il est clair que les perspectives de développement économique et la situation des jeunes Autochtones sur le marché du travail se détériorent, défavorisant ces derniers encore davantage par rapport aux autres jeunes.

- *Le taux de chômage chez les jeunes vivant dans les réserves frise les 80 pour cent par rapport à 17 pour cent pour l'ensemble de la jeunesse canadienne.*

- *La population active autochtone est jeune et croît deux fois plus rapidement que l'ensemble de la population canadienne.*

- *Selon le* Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones, *quelque 300 000 jeunes Autochtones entreront sur le marché du travail au cours des 25 prochaines années.*

- *Les jeunes Autochtones forment le segment de la jeunesse canadienne dont les effectifs croissent le plus rapidement. Aujourd'hui, environ 65 pour cent de la population autochtone a moins de 29 ans.*

Beaucoup de jeunes Autochtones sont considérés comme << à risque >> du point de vue socio-économique, car ils ont peu d'instruction et celle-ci est de mauvaise qualité. Ils manquent donc de confiance et entrevoient l'avenir avec pessimisme. Dans certains cas, ils doivent faire face à la discrimination raciale; surmonter des obstacles sociaux et économiques; négocier des difficultés linguistiques et faire leur chemin sans modèle à suivre. Bon nombre de ces facteurs sont très répandus dans les collectivités du Nord, en raison de l'éloignement et de l'absence de débouchés visibles et d'interventions positives dans la vie des jeunes Autochtones.

De plus, tout le nord de l'Ontario est confronté à une conjoncture économique défavorable. Le taux de chômage y est supérieur aux moyennes nationale et provinciale et se trouve accentué par un taux élevé d'analphabétisme; les infrastructures de télécommunications sont médiocres et il existe une forte dépendance envers le secteur primaire, le grand nombre de villes mono-industrielles en faisant foi.[1]

Information et communication

Dans le cadre de tous les ateliers, les participants ont insisté sur le besoin pressant qu'éprouvaient les jeunes d'obtenir, en temps opportun, des renseignements pertinents et utiles conçus pour les aider à entrer sur le marché du travail et à profiter au maximum des programmes et des services d'emploi jeunesse. Dans l'ensemble, ils s'entendent pour dire que les renseignements relatifs aux programmes d'emploi et au marché du travail sont essentiels à la prise de décisions concernant la carrière et à l'élaboration de stratégies de recherche d'emploi.

« Le principal obstacle, c'est de ne pas savoir que ces programmes et services existent; il faut que toute l'information soit disséminée; il nous faut des sources de renseignements et de documentation pour trouver de l'emploi! »

– Participant à l'atelier Accès à la formation –

De nombreux jeunes ont l'impression que l'information ne se rend pas jusqu'à eux. Ceux qui vivent en région éloignée craignent d'être exclus à cause des coûts élevés liés à la dissémination de l'information ou de la logistique. D'autres trouvent que le peu de réseaux de communication destinés aux jeunes, de centres de ressources et de travailleurs auprès des jeunes constitue une entrave.

Les participants ont clairement indiqué que ce n'est pas juste en faisant parvenir par la poste d'autre documentation aux bureaux des conseils de bandes, des agents de développement économique ou des directeurs généraux d'organisations autochtones qu'on réglera les difficultés liées à l'accès à l'information. Il faut faire un effort concerté pour informer la jeunesse autochtone. Les participants ont aussi précisé que l'absence d'une stratégie réfléchie et sujette à contrôle en matière de communication avec les jeunes Autochtones était l'un des principaux obstacles auxquels font face FedNor et d'autres organismes gouvernementaux.

Les participants se sont dit convaincus que les agents de développement économique et les organisations autochtones étaient accablés par une surcharge de travail et une surabondance d'information. Même s'ils reçoivent toutes sortes de renseignements, ils doivent choisir, compte tenu des ressources limitées, les initiatives qu'ils poursuivront. Dans bien des cas, ils ne poussent pas activement les initiatives destinées à la jeunesse et ne distribuent pas à celle-ci la documentation inhérente. De même, l'accès aux programmes qui sont mis en valeur ne se concrétise pas parce que les organisations concernées n'ont ni la capacité ni le soutien nécessaires à leur mise en oeuvre. Au bout du compte, ce sont les jeunes Autochtones qui écopent.

« Personne n'est au courant... Nous voulons établir un centre de ressources dans notre collectivité, mais nous ne savons pas par où commencer.. Aidez-nous à nous aider nous-mêmes. »

– Participant à l'atelier Accès à la formation –

Quel est le meilleur moyen d'acheminer l'information aux jeunes? Les participants ont proposé plusieurs méthodes pratiques, mais ont insisté sur le fait qu'il n'y avait pas d'infrastructure fiable permettant les échanges de renseignements et qu'il s'agissait là d'un obstacle à éliminer. La mise en place d'un réseau de communication bénéficiant des fonds nécessaires à sa bonne marche serait une solution. Ce réseau faciliterait la mise en oeuvre des activités de promotion dont les jeunes ont besoin. Une autre solution serait de créer des postes d'agents de liaison avec la jeunesse ou d'agents de développement économique pour la jeunesse. FedNor devrait intégrer au réseau les groupes de jeunes, dans les réserves et hors de celles-ci, et assurer ainsi une certaine responsabilisation envers les jeunes vivant dans les collectivités. De même, les associations d'étudiants autochtones d'établissements d'enseignement postsecondaire pourraient aussi fournir des voies de communication fort utiles.

Les partenaires des milieux des affaires, du travail, de l'éducation, des services sociaux et du développement économique ainsi que d'autres organisations communautaires devraient, en collaboration avec les gouvernements fédéral et provincial et avec FedNor, unir leurs efforts et leurs ressources pour s'assurer que l'information se rend jusqu'à la jeunesse.

Initiatives possibles en matière d'information

Les participants ont proposé divers moyens de rectifier la situation actuelle, dont les suivants :

Bulletins d'information

La publication régulière d'un bulletin consacré à la jeunesse autochtone offrirait un mécanisme sûr de diffusion de l'information. Les jeunes devraient jouer un rôle de premier plan concernant la rédaction du bulletin ainsi que sa promotion et sa distribution. Ce bulletin serait aussi affiché dans Internet et proposerait des liens vers les sites d'intérêt mentionnés dans les articles.

Programmes d'action communautaire

Les délégués ont parlé de la nécessité d'avoir quelqu'un qui ferait, dans les diverses localités, des exposés sur les programmes et les services offerts et qui y distribuerait aussi des documents comme *Connexion jeunesse* ou le *Guide à l'intention des Autochtones vivant en milieu urbain*. Ils aimeraient que cette personne soit un bon orateur (de préférence un Autochtone) qui connaît bien les programmes et qui donne son exposé de façon intéressante, tirant parti des outils visuels et des logiciels de pointe à cette fin. Ils ont recommandé que ces exposés se tiennent dans les écoles ou en d'autres endroits privilégiés par la jeunesse autochtone. Pour en assurer le succès, il faudra en faire une promotion efficace.

Agent de liaison avec la jeunesse autochtone

Les participants ont proposé la création d'un poste d'agent de liaison avec la jeunesse autochtone. Cet agent entretiendrait des liens avec les jeunes et disposerait d'un numéro sans frais. Ainsi, les jeunes pourraient l'appeler pour lui poser des questions concernant les programmes, les services et les processus de demande. L'agent pourrait aussi servir d'intermédiaire entre la jeunesse autochtone et FedNor.

Site Web

Il a été fait mention d'un site à la page, bien commercialisé et à la portée des jeunes. Il pourrait s'agir d'un excellent moyen de joindre la jeunesse autochtone.

Établissement de réseaux de communication

Les participants ont dit qu'il était nécessaire de créer une base de données sur les jeunes Autochtones aux fins d'envois postaux. La liste des candidats au forum est un bon point de départ, mais il faudrait y ajouter les coordonnées d'autres jeunes intéressés. En outre, les jeunes ont discuté de l'utilité d'un logiciel Listserv, qui effectuerait les mises à jour et permettrait les échanges de renseignements sur les activités et les initiatives courantes entre les jeunes Autochtones du Nord.

Conférences et ateliers

Les jeunes croient vraiment que la tenue d'autres conférences, salons de l'emploi et ateliers est essentielle à la bonne communication. Ces initiatives procurent des renseignements directs, contribuent à la création de réseaux et de rapports, et elles habilitent les jeunes Autochtones. Les délégués venant de collectivités rurales et éloignées ont mis en évidence l'importance d'assurer leur participation à ces activités.

Utilisation des médias autochtones

Les médias autochtones du Nord seraient, selon les délégués, un moyen efficace de promouvoir certaines initiatives. Les journaux, la radio et la télévision atteignent même les jeunes le plus au Nord et s'avèrent très efficaces.

Appui des réseaux de communication jeunesse

Les délégués ont établi que les groupes de jeunes Autochtones représentent un moyen sûr de joindre les jeunes dans les collectivités. Ils ont laissé entendre que le financement d'initiatives axées sur la jeunesse constituerait un élément avantageux de la stratégie globale de communication.

Intervention précoce

Les jeunes s'inquiètent du fait que les renseignements pertinents n'atteignent pas les jeunes Autochtones assez tôt (12-18 ans). L'intervention précoce permettrait à la jeunesse autochtone de se découvrir des aspirations et d'établir des objectifs, ce qui, en retour, favoriserait les choix positifs durant toute l'adolescence. Les participants aux ateliers ont précisé que beaucoup de leurs réalisations sont les fruits des « graines » qu'on a semées en eux à un jeune âge et qu'on a nourries.

Accès à Internet

De nombreux délégués ont fait remarquer qu'il était maintenant possible d'avoir accès à Internet dans leur collectivité, ce qui a contribué à remédier au manque d'information. Par contre, beaucoup de jeunes Autochtones vivant en milieu éloigné ou rural ont signalé que leurs localités n'étaient pas encore branchées et que le branchement et l'utilisation d'Internet entraînaient des coûts exorbitants. Tous ont établi que l'accès à Internet était une question prioritaire.

À cet égard, ils ont soulevé des besoins précis, soit :

- *la formation liée à la recherche d'information dans le Web et au traitement de cette information;*
- *l'accroissement du nombre d'ordinateurs dans les localités;*
- *la réduction des tarifs d'accès;*
- *la création de sites attrayants pour les jeunes et conçus en vue de satisfaire les besoins de ces derniers en matière d'information.*

Les participants ont indiqué que beaucoup de sites Web du gouvernement semblent avoir été conçus sans même que soient considérés les besoins des jeunes Autochtones. Par conséquent, bon nombre de ces derniers ne consultent ni n'utilisent les ressources à leur disposition sur les sites en question. Un des participants a ajouté que « comme tout autre produit, l'information devait être commercialisée... il faut donc savoir qui s'en servira et adapter l'utilisation du produit pour cette clientèle cible. »

Les délégués ont insisté sur le fait qu'ils considèrent Internet comme un outil utile pour communiquer avec eux, comme un outil qui fournit aussi aux jeunes vivant dans les localités isolées un moyen positif de s'évader, que ce soit en se baladant dans le Web, en cyberbavardant ou en visitant des sites interactifs.

Renseignements attrayants pour les jeunes Autochtones

Une des plus grandes préoccupations en ce qui a trait à l'information distribuée à la jeunesse autochtone concerne le fait que les renseignements sont « difficiles à comprendre », « excessifs », « préparés à l'intention de jeunes non autochtones » et « inutiles ». Un des participants a demandé pourquoi les gouvernements ne faisaient pas relire leurs documents par des jeunes Autochtones avant de dépenser des sommes énormes en vue d'imprimer et de distribuer des dépliants et des formulaires de demande incompréhensibles. Pour être utiles, les renseignements doivent être simples et pouvoir être utilisés par le public ciblé. Selon les jeunes Autochtones, beaucoup de documents publiés par FedNor et d'autres ministères ne satisfont pas à ce critère.

Les participants ont indiqué qu'il importait que les jeunes Autochtones prennent part à la conception et à l'élaboration des produits d'information pour en assurer l'efficacité. Ils ont aimé les descriptions d'une page des ateliers, car les renseignements étaient simples et faciles à lire. Ils ont précisé que si un jeune Autochtone possédant une aptitude moyenne à la communication avait de la difficulté à comprendre l'information, il y a de fortes chances que bon nombre de ses pairs auraient à surmonter cette même embûche. Selon eux, un agent de liaison avec la jeunesse autochtone ou un groupe consultatif de la jeunesse autochtone pourrait venir en aide à FedNor sur ce plan.

Préoccupations liées aux jeunes des régions rurales et éloignées

Les jeunes des régions rurales et éloignées ont mis en évidence la nécessité de tenir compte de leur situation particulière. Ils ne devraient pas être pénalisés parce qu'ils restent dans leurs collectivités. Il faudrait élaborer des stratégies pour faire en sorte que les jeunes de ces régions obtiennent les renseignements et qu'ils profitent de services d'action communautaire.

Types de renseignements requis

Les participants ont cerné deux grands domaines pour lesquels ils ont besoin d'un meilleur accès à l'information.

Programmes et services

Le forum de consultation de FedNor était pour bien des participants leur toute première occasion d'accéder à des renseignements et à des ressources sur les services gouvernementaux et non gouvernementaux. Les jeunes étaient très reconnaissants qu'on leur donne la chance d'en apprendre sur les nombreuses ressources à leur disposition, mais ils ont aussi manifesté une grande préoccupation au sujet de leurs pairs qui n'étaient pas présents au forum. Où trouveraient-ils une telle mine de renseignements? Il est clair qu'ils n'y avaient pas accès dans la collectivité.

Les jeunes aiment pouvoir trouver « sous un même toit » tous les renseignements liés à l'emploi qu'ont à leur offrir tous les paliers de gouvernement. Ils veulent des services centralisés d'appui et d'information sur tous les aspects du monde du travail. Les délégués ont dit avoir besoin d'une forme quelconque de service central de ressources à la disposition de la jeunesse autochtone du Nord. Il pourrait s'agir d'un agent de liaison avec la jeunesse ayant un numéro sans frais, d'un site Web présentant des liens intéressants ou d'un guide ou d'un répertoire propre au Nord. De plus, les participants ont clairement indiqué qu'un tel service central devrait comprendre les programmes offerts par les organisations autochtones ainsi que ceux offerts par les entreprises non autochtones du secteur privé et les organismes à but non lucratif, par exemple, la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs, le SACO et les services autochtones au sein des banques à charte.

Incidence de la nouvelle économie

Les ressources d'information devraient aider les jeunes à peindre un tableau de l'avenir. Ces derniers ont besoin d'en connaître davantage sur l'évolution de la conjoncture du marché du travail pour pouvoir commencer à planifier leur avenir économique. Plus précisément, les jeunes ont besoin de données sur la conjoncture du marché du travail du nord de l'Ontario, notamment sur les possibilités d'entreprises viables et les domaines où il y a croissance de l'emploi. Les participants se sont entendus pour dire que ces renseignements étaient essentiels à la prise de décisions éclairées. Toutefois, ils ont souligné que les longs rapports et les données statistiques trop complexes aboutissaient à une surabondance d'information. Par conséquent, il serait très avantageux d'investir dans la création de renseignements attrayants pour les jeunes et dans la sélection de données particulières sur ces questions.

Création de partenariats

Le partenariat regroupe des gens qui, ensemble, prennent des décisions. Son succès repose sur la sécurité des deux parties dans leur relation. Beaucoup de participants ont dit avoir l'impression que les organismes gouvernementaux comme FedNor ne cherchent pas à créer de véritables partenariats avec leurs collectivités. À leur avis, les parties concernées se trouvent ainsi aux prises avec des obstacles et des écueils, dont le manque de flexibilité des sources de financement, l'absence d'un engagement soutenu et transparent, l'absence de prises de décisions conjointes, le manque de consultation et des programmes qui ne répondent pas aux besoins des clients.

Par ailleurs, les délégués ont signalé l'importance de faciliter l'établissement de partenariats constructifs avec le secteur privé et d'autres intervenants. Ils ont traité de la nécessité d'établir des réseaux et d'entretenir des liens solides entre les principaux employeurs et leurs collectivités. De telles mesures aideraient les jeunes à surmonter les obstacles existants et à accéder aux grandes entreprises pour décrocher un emploi, obtenir un stage, créer un partenariat ou obtenir un marché.

Collaboration avec les collectivités autochtones

Afin de favoriser la mise en place des conditions et des possibilités essentielles à la maximisation des activités économiques et du nombre d'emplois destinés aux Autochtones et à leurs collectivités, FedNor doit travailler avec ces collectivités dans le cadre de partenariats véritables. Les participants ont fait part de certaines des lacunes des stratégies actuelles et ils ont proposé des façons de stimuler la croissance et la prospérité auxquelles tous aspirent.

Engagement envers la jeunesse autochtone

Les délégués ont exprimé une certaine frustration par rapport à ce qu'ils percevaient comme un manque de responsabilité de la part du gouvernement à l'endroit de la jeunesse autochtone. Cette frustration découle du fait que les jeunes voient rarement de résultats concrets par suite de consultations comme *Emparons-nous de l'avenir*. La jeunesse autochtone renseigne le gouvernement et lui fait part de ses expériences. Pourtant, ses besoins continuent d'être négligés. Plusieurs délégués voulaient savoir quel était le rôle que FedNor prévoyait jouer dans la promotion du développement économique chez les jeunes Autochtones. FedNor doit donc définir ce rôle, compte tenu des idées et des recommandations qui sont ressorties du forum. Cette vision devra mener à l'élaboration d'une stratégie pluriannuelle qui pourra être mise en valeur dans toutes les collectivités.

Les participants se sont aussi dits préoccupés par le fait qu'on ne les consultait pas relativement à l'élaboration de programmes et de services. Des fonds sont affectés à des programmes qui, dans bien des cas, se révèlent inutiles parce que les jeunes n'ont pas été invités à contribuer à leur élaboration.

Les jeunes sont frustrés de constater que FedNor ne possède pas de stratégie claire visant à les aider. La plupart des participants ne connaissaient pas les programmes de FedNor, ni ses programmes destinés aux Autochtones, notamment le programme de jeunes stagiaires ou tout autre programme ou service destinés à la majorité. En outre, le réseau des sociétés d'aide au développement des collectivités financé par FedNor ne leur est pas familier.

Trop souvent, à leur avis, les programmes ne sont financés qu'à court terme. Pourtant, la commercialisation d'un bon programme nécessite la mobilisation d'efforts et de temps. Dans les collectivités, les renseignements sur les programmes sont souvent disséminés grâce au bouche à oreille. Par conséquent, il est essentiel que plusieurs jeunes personnes participent à un programme donné pour s'assurer que d'autres sont informées de son existence et de son utilité. D'ordinaire, quand ce programme est connu, les fonds sont déjà épuisés. FedNor doit donc s'engager à mettre en oeuvre une stratégie pluriannuelle et à soutenir ses programmes et services grâce à une promotion efficace.

Recours accru aux partenariats quant à la prestation des programmes et des services

Un grand nombre de ministères et d'organisations offrent des services à la jeunesse et, dans bien des cas, selon différents critères, règlements et processus d'approbation en matière de programme. Cette situation même s'avère un défi important pour toute organisation vouée au développement économique chez les jeunes Autochtones. Ces derniers trouvent frustrants aussi les programmes fragmentés. Selon eux, une approche intégrée, multilatérale s'impose.

Pour combler leurs besoins et obtenir des services, beaucoup d'entre eux se tournent vers leur administration communautaire ou des organisations autochtones plutôt que vers les sources de financement de la société majoritaire, parce qu'ils sont intimidés ou isolés sur le plan géographique ou parce qu'ils ne satisfont pas aux critères rigoureux. Les participants ont dit qu'ils se sentaient plus à l'aise de faire affaire avec des particuliers ou des organisations autochtones, lesquels sont directement intéressés à leurs collectivités et aux personnes qu'ils servent.

Les délégués ont parlé des organismes qui leur avaient prêté assistance. L'un d'eux a mentionné le succès de la Société d'aide aux entreprises de Waubetek, société d'aide au développement des collectivités (SADC) financée par FedNor. D'autres ont signalé les agents externes de prestation des services d'Entreprise autochtone Canada ainsi que les mécanismes locaux de prestation aux termes d'ententes bilatérales régionales[2]. La plupart ne connaissaient pas les programmes offerts par FedNor ou par d'autres SADC non autochtones ou n'avaient pas profité de tels programmes.

Les participants ont précisé qu'ils bénéficieraient de l'existence d'organisations autochtones fiables capables d'offrir une vaste gamme de services conçus expressément à l'intention de la jeunesse autochtone. Les partenariats qui tirent parti des infrastructures et des modes de prestation actuels pourraient régler un problème que vivent de nombreux jeunes Autochtones, soit celui d'être renvoyés d'un bureau à l'autre, sans que jamais une seule organisation ne puisse répondre convenablement à tous

Les jeunes « à risque » ont besoin de soutien et d'une certaine intervention sur tant de plans que seul un partenariat polyvalent et intégré pourrait vraisemblablement répondre à leurs besoins particuliers. Le gouvernement fédéral doit travailler en étroite collaboration avec les responsables de la prestation des services sociaux et d'assistance sociale au palier provincial. Il faut encourager les organismes non gouvernementaux à maintenir leur rôle clé en vue de gagner la confiance des jeunes et de leurs familles et de leur offrir un soutien dans la collectivité.

– Groupe de travail ministériel sur la jeunesse de Développement des ressources humaines, 1997 -

« Pour commencer, une conseillère en emploi a établi le genre d'emploi qui me conviendrait. Elle a dit que je ferais un bon entrepreneur. J'étais d'accord. Puis, il me fallait apprendre à administrer une entreprise. J'avais besoin qu'on m'aide à trouver des fonds et à terminer mon plan d'affaires. Maintenant que mon entreprise est en marche, j'ai encore besoin de conseils et de fonds supplémentaires... Personne ne semble vraiment être en mesure de me fournir toute l'aide dont j'ai besoin. Je suis passé de ma conseillère en emploi à mon agent de développement économique, puis à Entreprise autochtone Canada, puis à la banque. S'il y avait un seul endroit où aller, je pourrais consacrer plus de temps à développer mon entreprise qu'à courir ici et là. »

–Participant à l'atelier Accès au capital -

leurs besoins. Le succès des collectivités autochtones en matière de développement économique dépend d'une foule de facteurs. Les organisations autochtones doivent disposer des ressources et des fonds nécessaires à la prestation d'un large éventail de services destinés aux jeunes.

Le manque de communication, le chevauchement des services et la concurrence manifeste qui existe entre les ministères nuisent à l'épanouissement des jeunes. Plutôt que d'unir leurs efforts, les organismes gouvernementaux poursuivent chacun leurs propres objectifs sans se soucier des effets de cette approche sur la jeunesse autochtone. Une situation de la sorte semble exister entre Entreprise autochtone Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada, FedNor et Développement des ressources humaines Canada. Les délégués ont dit que cette situation est encore plus grave si on vient ajouter à cette liste les organismes autochtones et les ministères du gouvernement provincial. Ils considèrent comme des obstacles importants l'absence de stratégies communes et de financement conjoint ainsi que les questions de compétence. La collaboration interministérielle au sein du gouvernement est fondamentale.

Les jeunes Autochtones savent qu'ils jouent un rôle de premier plan dans le choix de leur destinée économique. Ils sont conscients de leur longue dépendance envers le gouvernement. Comme l'un d'eux a dit : « toute l'information du monde ne vaut rien si on ne s'en sert pas. »

Ils trouvent très frustrant d'essayer d'entreprendre un projet quand, en fin de compte, ils seront confrontés à l'absence de programme ou de service, que ce soit pour des raisons de financement insuffisant ou pour des questions de compétence.

Flexibilité accrue des programmes

De nombreux participants ont dit que puisqu'ils vivaient une situation unique, ils avaient besoin que les responsables de programmes et de services fassent preuve d'une certaine compréhension et d'une certaine flexibilité en matière d'application des exigences. Parmi les obstacles rencontrés, ils ont cité le manque d'accès à des services de garde d'enfants, les restrictions liées à l'aide sociale, le fait qu'on ne reconnaît pas l'apport de compétences, certaines dispositions de la *Loi sur les Indiens* et les exigences relatives à l'assurance-emploi (AE). Les délégués ont dit que de nombreuses barrières arbitraires les empêchaient de rompre le cycle de la dépendance. FedNor et les autres organismes doivent vraiment s'efforcer de tenir compte des défis que doivent surmonter les jeunes Autochtones à l'échelle locale pour aider ces derniers à atteindre leurs objectifs.

Par exemple, pour permettre aux jeunes qui vivent dans des collectivités marquées par un taux élevé d'aide sociale et une piètre conjoncture économique de mettre fin à ce cycle, il faudrait peut-être témoigner une certaine flexibilité en ce qui concerne les dispositions prises en matière de financement. Nombre d'organismes gouvernementaux ne sont pas conscients des réalités propres aux collectivités autochtones. Comme ils ne les comprennent pas ou ne leur portent pas grand intérêt, ils pourraient leur refuser des fonds plutôt que de trouver d'autres modes possibles de financement. Il faudrait aussi réviser et modifier les critères des programmes pour qu'ils reflètent les vrais objectifs plutôt que des lignes directrices arbitraires.

Intervention accrue de la jeunesse autochtone par la consultation

Les jeunes se sont réjouis du fait qu'on leur demandait ce qu'ils pensaient. Beaucoup ont dit qu'il fallait que cette intervention se poursuive et que FedNor s'engage si elle veut obtenir une participation sincère et les conseils des jeunes Autochtones avant de prendre des décisions concernant ses programmes.

Les jeunes croient fermement que leur apport à l'élaboration et à la conception des programmes et des services destinés aux Autochtones est essentiel.

Prenons FedNor par exemple. Le gouvernement fédéral a créé un organisme voué au développement économique du nord de l'Ontario. Cet organisme, du fait qu'il se trouve dans le Nord et qu'il y tisse des liens étroits, est bien placé pour élaborer des stratégies qui profiteront à cette région. La jeunesse autochtone se sert de cette analogie en ce qui a trait à la satisfaction de ses besoins. La Table ronde nationale sur la jeunesse du ministre de l'Environnement et le Comité consultatif national sur la jeunesse d'Entreprise autochtone Canada illustrent bien la façon dont les jeunes peuvent prendre part aux affaires gouvernementales.

Ouverture du *Point d'accès virtuel*. Stan Dromisky, député fédéral de Thunder Bay-Atikokan remet des prix de reconnaissance aux animateurs de la conférence : Joe Gallagher, Roy Francis, Wade Cachagee, Kato Badry et Mariette McGregor-Sutherland.

Création de partenariats constructifs

Il existe une croyance, courante parmi tous les peuples, autochtones et non autochtones : l'activité économique et les Autochtones sont incompatibles. On croyait autrefois que nous ne pouvions pas faire des affaires, que nous ne pouvions pas lancer ou administrer une entreprise, que la poursuite d'un profit était, pour ainsi dire, contraire aux valeurs autochtones traditionnelles. Nous n'avons jamais tenu cette croyance pour vraie.

- Commission royale sur les peuples autochtones -

Les délégués ont dit qu'il existait un fossé énorme entre eux et le secteur privé. Il importe d'établir des liens entre les collectivités autochtones, le secteur privé et tous les paliers de gouvernement. Ils ont énuméré divers types de partenariats bénéfiques pour toutes les parties. Il pourrait s'agir, entre autres, de partenariats visant :

des **stages** menant à l'emploi;

l'établissement chez les grands employeurs de pratiques quant au **recrutement** d'Autochtones;

le **mentorat** et le **transfert des compétences** en matière d'entrepreneuriat et de gestion d'entreprise;

la création de **coentreprises** communautaires et commerciales avec des partenaires non Autochtones;

la signature d'ententes de **sous-traitance** avec des Autochtones;

les **échanges de renseignements** sur les produits, les marchés, la technologie et les meilleures pratiques;

une **compréhension mutuelle** et le **maintien de rapports** entre les intervenants autochtones et non autochtones.

De tels partenariats favoriseraient le recrutement d'Autochtones et faciliteraient les échanges d'information. Des travaux de recherche en sciences sociales montrent que dans près de 80 pour cent des cas, les postes vacants ne sont pas comblés au moyen de processus formels, mais plutôt grâce aux rapports informels qui existent entre les gens.[3] Les jeunes Autochtones peuvent donc profiter largement de ces réseaux. Le nord de l'Alberta affiche plusieurs réussites à ce chapitre; de solides liens entre des collectivités Métis ou de Premières nations et de grands employeurs, dont Syncrude, Suncor et Imperial Oil, ont donné naissance à des processus de recrutement formels, ou à des fonds de bourses d'études et à des stages fructueux.

FedNor peut faciliter l'établissement de réseaux et y contribuer. La tenue de forums, de salons des carrières, de conférences, d'ateliers et d'activités propices au réseautage peut servir aux Autochtones à créer des liens bénéfiques avec les intervenants concernés. Les délégués ont souligné que ces genres d'activités leur donnent une chance inouïe de faire connaissance avec les personnes-ressources clés de multiples entreprises et organisations.

Ce réseautage procurerait à la jeunesse autochtone des renseignements précieux, des occasions en or et des idées fabuleuses concernant leur emploi futur et des possibilités de développement économique.

En réunissant les intervenants, FedNor peut jouer un rôle proactif et faciliter la création de partenariats. Qui plus est, divers intervenants du milieu des affaires ont clairement manifesté leur volonté de collaborer avec le gouvernement dans ces domaines, plutôt que d'accepter l'entière responsabilité à l'égard d'initiatives qui autrefois incombaient au gouvernement.[4]

Aubrey Bossineau, préposée à la conférence, prête assistance aux déléguées Debbie Bebonang de West Bay, Billie Madahbee de Sucker Creek et Annette Cada de Sheshegwaning.

Approches holistiques

Les jeunes veulent de l'emploi, mais ils veulent que celui-ci contribue au bien-être de la collectivité, pas seulement au produit national brut. L'habilitation économique des jeunes Autochtones nécessite l'érection d'un pont entre l'économie de salaire et l'économie de troc.

- Commission royale sur les peuples autochtones -

En général, dans la vie, les jeunes Autochtones ont un plus grand nombre d'obstacles à franchir que les jeunes non autochtones. Ils ont donc besoin de beaucoup d'encouragement, d'une gamme harmonisée de services d'appui et d'interventions sur divers plans.

Respect de la culture autochtone

Il doit y avoir un lien entre les activités économiques et la collectivité d'une jeune personne. Les jeunes Autochtones des collectivités du Nord ont acquis, en grandissant, un sens poussé du mieux-être collectif. Nombreux sont ceux qui cherchent à poursuivre leurs objectifs personnels dans le but de faire un apport bénéfique à leur famille, à leur collectivité et à leur gouvernement, en général. Dans les collectivités autochtones, il faut intégrer le développement économique aux aspirations communes de la collectivité.

Par ailleurs, les délégués ont parlé de l'avantage de faire participer les familles et les Anciens aux activités de développement économique. Les jeunes ont besoin du soutien affectif de leur famille pour accomplir les nombreuses tâches intimidantes qui les attendent. Beaucoup d'entre eux modèlent leurs perceptions et leurs attitudes sur celles de leur famille et de leurs pairs. Ces derniers doivent donc leur offrir renforcement positif et encouragement. Pour que la famille et les pairs puissent comprendre les aspirations d'un jeune en matière de développement économique, ils doivent s'y intéresser, ce qui les aidera à changer beaucoup de leurs perceptions négatives, mais valides, sur le système d'éducation, le milieu des affaires non autochtone et le gouvernement.

Les délégués Métis ont aussi voulu s'assurer qu'on respecte, dans les initiatives futures, leur culture et leurs communautés distinctes. Les Métis doivent affronter de nombreux problèmes et obstacles propres à leur communauté, comme le manque de financement des études postsecondaires, l'inexistence d'un territoire qui leur appartient et l'inadmissibilité à des fonds du ministère des Affaires indiennes et du Nord. Le gouvernement ne peut pas concevoir des programmes autochtones qui seront bien reçus s'il ne tient pas compte de ces réalités.

Les programmes de développement économique peuvent favoriser la guérison et la prise en charge dans les collectivités. Il est donc essentiel que FedNor considère ces aspects et qu'elle collabore avec les jeunes Autochtones pour les aborder.

Modèles et appui

Les jeunes Autochtones se fient à leur collectivité pour leur fournir des modèles de réussite. Ils éprouvent une certaine fierté et une certaine confiance en soi quand ils constatent que d'autres Autochtones ont atteint leurs objectifs et se sont perfectionnés. Il faudrait mener des campagnes de sensibilisation pour faire valoir et mettre en lumière ces personnes exceptionnelles.

Il serait utile de produire de la documentation semblable à celle qui est distribuée dans le cadre des campagnes antidrogue et « L'école avant tout » visant les jeunes, mettant en vedette des personnes qui ont réussi, y compris des jeunes. Les délégués ont recommandé la production d'affiches, la publication de profils dans le Web, la conception d'annonces pour la radio et la télévision, la tenue de conférences et la création de prix décernés à des personnes qui ont connu un succès exceptionnel en développement économique. Une campagne de la sorte pourrait aussi mettre en évidence des Anciens qui ont

guidé leurs collectivités grâce à leur sagesse et à leurs connaissances; des initiatives communautaires autochtones qui ont réussi à assurer la prospérité, ainsi que des entrepreneurs autochtones. Ce type de promotion est à la fois une source d'inspiration et d'orientation puisqu'il attire l'attention sur des éléments positifs.

Les jeunes entrepreneurs ont aussi besoin de modèles. Essentiellement, le jeune Autochtone qui lance sa propre entreprise a besoin d'encadrement pour connaître le succès. Des relations un à un avec un mentor peuvent s'avérer indispensables. Il est nécessaire d'établir un réseau d'entrepreneurs autochtones prospères qui sont prêts à partager leurs connaissances et leurs compétences avec un protégé. Même des gens d'affaires non autochtones pourraient contribuer positivement à la formation. Les délégués ont dit que le transfert de compétences est essentiel pour ce qui est du sens des affaires, de la planification financière et du perfectionnement des compétences personnelles.

Participation des jeunes à l'élaboration de stratégies de développement économique communautaire

Il est crucial de sensibiliser les gens aux concepts du développement économique. Celui-ci constitue une notion intimidante pour la jeunesse parce qu'elle n'en comprend pas bien les enjeux. Il est donc essentiel d'inclure les jeunes au stade de l'élaboration d'une vision et d'objectifs à long terme en matière de développement économique communautaire. Il faut absolument s'assurer que les jeunes Autochtones comprennent leur rôle dans la vision globale de leur collectivité.

Il faut expliquer, entre autres, les notions de fuites économiques, de capital social, de diversification des ressources, de développement durable, de contrôle des ressources et de mise en valeur des économies autochtones par l'approvisionnement dans la collectivité. La connaissance permet aux jeunes de faire les choix stratégiques qui profiteront à leur collectivité à l'avenir.

Certains délégués ont dit qu'ils aimeraient que leurs collectivités élaborent des plans visant le développement économique durable pour le prochain millénaire. Les jeunes devraient d'ailleurs prendre part à l'élaboration d'un plan stratégique de développement économique communautaire.

Reconnaissance des facteurs sociaux

Dans de nombreuses collectivités, les jeunes font face à des réalités sociales très répandues comme l'alcoolisme, le suicide, la violence et la dépendance envers l'aide sociale. De plus, quand ils s'aventurent sur le marché du travail et dans le monde des affaires, ils se retrouvent aux prises avec des facteurs extérieurs comme la discrimination raciale et les préjugés. Il faut absolument tenir compte de ces obstacles dans l'élaboration de toute stratégie visant à favoriser le développement économique au sein de la jeunesse autochtone. Les collectivités et les particuliers doivent être conscients de ces problèmes et s'efforcer de les régler au moyen des enseignements sur la tradition et la guérison.

Une collectivité en bonne santé, c'est une collectivité qui est composée de personnes en bonne santé. Aucune somme d'argent ne pourra changer ce fait.

- Participant à l'atelier Accès à la formation -

La collectivité embrasse la voie menant à l'autodétermination quand ses membres rompent les cycles de la dépendance et du désespoir. La confiance en soi et la fierté créent des entrepreneurs, des employés, des chefs, des familles et des économies solides.

Garde d'enfants

La communauté autochtone comporte un nombre considérable de familles monoparentales. Par conséquent, toute initiative doit tenir compte de cette réalité et prévoir les mesures nécessaires pour faire en sorte que les jeunes parents ne soient pas exclus, directement ou indirectement, des programmes. Il importe que les responsables de programmes fassent tout leur possible pour s'assurer que ces familles ne sont pas prisonnières de cycles de dépendance. Les parents seuls doivent pouvoir profiter des mêmes possibilités que les autres jeunes Autochtones et recevoir encouragement et soutien à cette fin.

Promotion d'une culture du développement économique autochtone

Il est nécessaire de promouvoir et de favoriser l'esprit de développement économique des jeunes Autochtones, soit une sorte de culture du développement économique. Les collectivités et les écoles ne mettent pas suffisamment l'accent sur cette orientation, sans compter la pénurie des ressources nécessaires à l'instauration de cette perspective.

Les délégués ont recommandé la mise en oeuvre d'une initiative de sensibilisation du public en vue de créer un climat qui encouragera les jeunes, les employeurs et les formateurs à attaquer les défis devant lesquels se trouve la jeunesse. Les orienteurs et les enseignants, le personnel des réserves ainsi que les travailleurs auprès des jeunes devraient avoir accès à des renseignements à jour sur les tendances de carrières, les exigences d'emploi et les programmes de formation, voire aux renseignements dont ils peuvent se servir pour guider les jeunes vers les possibilités qui leur permettront d'exploiter leurs talents au maximum.

Les délégués ont signalé plusieurs entraves à la création de la culture du développement économique dont il faut tenir compte dans les interventions et les stratégies. Beaucoup de ces problèmes touchent aussi les non-Autochtones du Nord.

- coût élevé du transport
- petites collectivités et petits marchés
- coût de publicité élevé pour faire la promotion de l'entreprise
- isolement
- besoin d'encouragement constant
- restrictions en matière de permis
- restrictions législatives (*Loi sur les Indiens*)
- manque de personnel autochtone compétent
- insuffisance de l'accès aux métiers
- insuffisance des services bancaires
- délais postaux; inexistence de signatures électroniques
- rétrécissement de la population
- amertume occasionnelle des non-Autochtones, qui pourraient ne pas appuyer des entreprises autochtones
- achats outre-frontière
- dépendance envers le conseil de bande pour ce qui est du soutien
- concurrence des grandes entreprises
- dépendance envers les ressources

Cette culture du développement économique doit être inculquée aux jeunes dans les écoles secondaires, les conseils de bande, les réunions communautaires et les établissements d'enseignement postsecondaire. Les participants ont fait remarquer qu'il est possible d'entraîner les gens à voir des occasions plutôt que des obstacles.

Promotion de carrière et perfectionnement professionnel

Les collectivités autochtones doivent reconnaître que le développement des ressources humaines est la clé d'une économie florissante à la fin du XXe siècle.

- Rapport du Groupe de travail national sur le financement autochtone, 1997 -

La formation et le perfectionnement professionnel sont essentiels à l'essor du développement économique dans les collectivités autochtones. La formation assure, en quelque sorte, la fondation nécessaire à l'érection d'une main-d'oeuvre solide et d'économies autochtones prospères. Pour y parvenir, il faut:

des gens qui ont des talents

•

des gens avec qui partager ces talents

•

des gens qui investissent dans le perfectionnement des talents actuels

•

des gens qui ont une vision

•

des réseaux et des mécanismes visant à faciliter les échanges

•

le transfert des compétences aux jeunes Autochtones, de façon simple, rapide et efficace

Orientation professionnelle et interventions

Les délégués ont dit qu'il était nécessaire d'insister davantage sur l'orientation professionnelle et l'évaluation d'aptitudes. Le fait de pouvoir discuter avec un orienteur de possibilités viables en matière de carrière facilite l'établissement d'objectifs positifs chez les jeunes. Les participants ont également précisé que les orienteurs dans les écoles secondaires des centres urbains n'ont aucune idée des possibilités qui s'offrent à la jeunesse autochtone. Beaucoup de jeunes vivant dans les réserves ont fait remarquer que les agents de développement économique sont trop pris par d'autres projets pour se pencher sur les besoins particuliers de la jeunesse. Les bons orienteurs connaissent bien les problèmes auxquels se heurtent les jeunes Autochtones, de même que les programmes et les services offerts, et ils possèdent une formation en évaluation.

Les participants ont suggéré la création de postes d'agents itinérants de développement économique pour la jeunesse. Ils ont également laissé entendre qu'il y aurait lieu d'organiser d'autres ateliers et d'autres salons des carrières axés sur les jeunes Autochtones.

Je ne crois pas que les gens se rendent compte de l'importance de ces conférences et ateliers. Ces activités nous ouvrent des portes. Pour la plupart d'entre nous, il ne s'agit pas que d'un « voyage gratuit ». C'est une occasion d'agir et de faire nous-mêmes des choix, plutôt que de voir quelqu'un faire des choix pour nous. Je crois que vous devriez faire un suivi des délégués pour constater leur évolution et vous rendre compte que c'est de l'argent vraiment bien dépensé.

- Participant à l'atelier Accès à l'information -

Formation ciblée

Comme c'est le cas de bien des jeunes Canadiens aujourd'hui, les jeunes Autochtones se disent frustrés par la pénurie d'emplois quand ils terminent leurs études. Certains délégués ont parlé de la difficulté qu'ils ont éprouvée à appliquer la formation qu'ils avaient reçue au collège ou à l'université à un emploi dans leur collectivité. Le sous-emploi préoccupe la jeunesse autochtone au même titre que le chômage.

De nombreux diplômés venant de régions rurales ou éloignées retournent dans leur collectivité, où ils sont confrontés au chômage. Un nombre alarmant de jeunes Autochtones doivent aller s'établir dans des centres urbains, pour n'y trouver qu'un marché du travail à peine plus favorable.

La formation doit être axée sur les domaines qui offriront des débouchés futurs et un potentiel de croissance économique. Les programmes d'études, les examens, le recrutement et la planification de carrière doivent se fonder sur des renseignements justes concernant les possibilités qu'offre la nouvelle économie.

Formation en vue de l'accès au financement

L'ampleur et la complexité des processus de demande découragent beaucoup de jeunes de profiter des programmes existants. Les jeunes se sentent, avec raison, intimidés par la rédaction d'une proposition, le processus actuel de sélection de FedNor et la paperasserie inhérente. Ils auraient besoin de formation pour pouvoir comprendre la façon de faire une demande de financement. Sans l'aide nécessaire, un requérant pourrait voir sa demande de financement refusée, même s'il s'agit d'un bon projet, du fait qu'il ne peut pas se permettre la production d'une proposition coûteuse.

Il faut soit modifier les processus de demande, soit dispenser de la formation concernant l'élaboration d'une proposition. Les jeunes croient que les processus de demande qu'imposent FedNor et les SADC non autochtones nuisent à leurs collectivités et, dans certains cas, empêchent carrément la jeunesse autochtone d'avoir accès aux programmes et aux services offerts.

Exemples de l'écart qui existe entre les compétences et les possibilités d'emploi...

- La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante signale que 45 % des propriétaires de petites entreprises disent qu'ils sont incapables de trouver du personnel compétent pour combler leurs postes vacants.
- Des représentants de l'industrie de l'horticulture indiquent que celle-ci pourra, les quelques prochaines années, accueillir environ 2 000 débutants par année.
- Le Conseil du secteur des logiciels déclare qu'il perd quelque 7 000 emplois parce qu'il ne peut pas trouver de candidats possédant les compétences requises.
- Le Conseil canadien des ressources humaines en tourisme prévoit la création de 555 000 emplois d'ici l'an 2005 dans le secteur du tourisme.
- Pratt & Whitney a consacré six mois à la recherche de 50 compagnons machinistes ayant des compétences informatiques, mais en vain.
- Le groupe Perspectives Jeunesse en sciences fait savoir que les emplois existent, mais que les jeunes n'ont pas les qualités requises pour les combler.

Stages et mentorat

De plus en plus, les jeunes envisagent le travail indépendant et l'entrepreneuriat comme une solution de rechange à l'emploi salarié traditionnel à temps plein. La proportion de jeunes qui travaillent dans la petite entreprise est passée, ces dernières années, à 10 pour cent de la population active jeune, et cela malgré le risque élevé et les nombreux obstacles à la création d'une entreprise par un jeune.

- Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs -

Il est crucial d'accroître l'investissement dans le capital humain au moyen de stages. Beaucoup de délégués ont signalé le besoin d'une telle formation dans les domaines de la haute technologie et des affaires. Les participants considéraient les possibilités de stages comme une porte d'entrée dans des secteurs d'activité où, semble-t-il aux yeux des jeunes, les Autochtones sont peu présents, notamment la radio et la télévision, le gouvernement, les banques et la gestion d'entreprise. De même, beaucoup considèrent ces stages comme des occasions d'acquérir de l'expérience pratique qu'ils pourront ensuite appliquer à de futurs projets communautaires.

Les délégués ont précisé, toutefois, qu'il fallait sélectionner les stages potentiels avec soin pour s'assurer que les employeurs concernés s'engagent sincèrement à former le stagiaire, plutôt que de s'en servir comme soutien administratif. Les organismes parrains devraient aussi être prêts à considérer la candidature du stagiaire en vue de combler un poste à venir.

Les délégués ont dit que le mentorat était un excellent moyen d'accroître la participation des jeunes au sein du marché du travail. Ceux qui voulaient se lancer en affaires, en particulier, ont fait savoir à quel point l'avis d'une personne qui « est passée par là » donne confiance aux jeunes entrepreneurs et les aide à éviter de commettre de graves erreurs.

Amélioration des programmes de formation

Les participants ont discuté de la nécessité d'améliorer les programmes de formation offerts, soit, entre autres, en augmentant la surveillance, le degré de discipline et le suivi. Certains ont ajouté que les formateurs devaient faire preuve de compétence et ne pas se contenter de lire à même un livre. L'expérience pratique devrait faire partie intégrante de toute formation digne de ce nom. En outre, il faudrait insister davantage sur l'élaboration de programmes fondés sur la situation à laquelle feront face les jeunes Autochtones dans la nouvelle économie.

Formation d'entrepreneurs autochtones

La formation entrepreneuriale permet aux intéressés d'acquérir des compétences polyvalentes qui feront d'eux des travailleurs indispensables. Dans l'économie concurrentielle actuelle, les employés hors pair pensent comme des entrepreneurs. Les jeunes Autochtones ont besoin d'acquérir ces compétences au moyen de la formation et de l'expérience.

Les délégués ont soulevé l'existence d'un besoin en matière de centres d'aide au travail indépendant et d'organismes de soutien autochtones. Ils ont précisé que de nombreux organismes de formation autochtones, comme les autorités responsables des ententes bilatérales régionales et les mécanismes inhérents de prestation des services à l'échelle locale[5], n'offrent pas de programmes complets de formation axés sur le travail indépendant. Dans bien des cas, ils achètent des places dans les collèges communautaires ou autres organismes de formation de la majorité. Certains délégués ont fait remarquer que les programmes de formation de la majorité ne traitent pas de certaines des questions inhérentes au fonctionnement d'une entreprise commerciale dans une réserve ou dans une collectivité autochtone, dont les questions fiscales, les facteurs culturels et la

petite taille des marchés. Bon nombre d'entre eux n'étaient pas du tout au courant que des sociétés d'aide au développement des collectivités non autochtones et d'autres organismes offraient de la formation. De même, ils ont soulevé la question de savoir si ces organismes leur offriraient une formation qui leur conviendrait, c'est-à-dire, entre autres, qui serait adaptée sur le plan culturel et qui se donnerait en des lieux pratiques et à un coût abordable.

La solution idéale serait d'établir dans le nord de l'Ontario un centre autochtone de formation entrepreneuriale qui offrirait des ateliers, des cours de formation et peut-être même des cours accrédités. Il existe actuellement des modèles dans les Premières nations, mais ceux-ci ne sont pas tout à fait opérationnels ou ne sont pas activement mis en valeur. Le centre proposé serait administré par des Autochtones, mettrait à contribution des chargés de cours compétents, offrirait les cours à intervalles réguliers et assurerait d'excellents services de suivi. Les délégués venant de régions rurales et éloignées ont ajouté que ce centre devrait pouvoir offrir des services de formation à distance.

Le *Banff Centre for Management* illustre bien le degré d'excellence atteint en matière de programmes et de formation autochtones. Ce centre a acquis une réputation grâce à ses ateliers de formation autochtone hors pair dans plusieurs domaines.

Technologie et formation

Les jeunes vivant en région rurale ou éloignée ont rarement la chance de recevoir une formation de qualité. La plupart d'entre eux sont forcés de quitter leur collectivité pour aller acquérir l'expérience et les connaissances dont ils ont besoin. Certains délégués ont proposé qu'on investisse dans la technologie en vue d'offrir de la formation aux personnes habitant les collectivités rurales et éloignées. Cette technologie pourrait comprendre, entre autres, la vidéoconférence, qui s'est avérée un succès chez les Cris de la baie James au Québec, et la formation en ligne, déjà mise à profit par des établissements d'enseignement postsecondaire. Ainsi, ces personnes pourraient acquérir des compétences et des connaissances sans devoir quitter leur collectivité. Il faudrait financer des projets pilotes pour voir si une formation de ce genre est réalisable.

Investir dans la technologie dès aujourd'hui pourrait peut-être éviter aux collectivités, plus tard, l'exode des compétences. Les jeunes veulent rester chez eux, et la technologie pourrait être une bonne solution pour eux, puisqu'elle permettrait le transfert des compétences jusque dans les collectivités les plus au Nord et les plus éloignées. FedNor pourrait faciliter ce genre de formation à distance.

Mariette McGregor-Sutherland, animatrice de l'atelier Accès au capital.

Amélioration de l'accès au capital

Pratiquement toute entreprise commerciale commence par un prêt ou une autre forme d'infusion financière. Par conséquent, l'accès au capital est la question élémentaire sous-jacente à la réalisation de la solvabilité économique et à la promotion de la croissance des collectivités autochtones.

- Rapport du Groupe de travail national sur le financement autochtone, 1997 -

Dans son rapport final, publié en septembre 1997, le Groupe de travail national sur le financement autochtone signale que l'accès au capital continue d'être un des principaux obstacles au développement économique dans les collectivités autochtones. Cet obstacle est d'autant plus grand pour la jeunesse autochtone.

La capacité des jeunes Autochtones d'investir dans de nouvelles entreprises se trouve plutôt limitée. Il faut donc trouver des solutions novatrices pour faire en sorte que les jeunes déjà aux prises avec des risques considérables sur le plan socio-économique ne soient pas pénalisés davantage par un système qui ne reconnaît pas leurs besoins et qui ne les satisfait pas.

Éducation en matière de capitaux

Il est primordial que les jeunes comprennent que le financement peut prendre diverses formes : capital de démarrage, capital-risque, capital-actions et dette. Les participants à l'atelier Accès au capital ont expliqué comment ces notions pourraient s'éclaircir à l'aide d'exemples.

Les délégués ont signalé la nécessité de participer à des ateliers et à des conférences ainsi que d'avoir accès à d'autres ressources qui les aideraient à bien comprendre la notion de capital.

Flexibilité en matière de financement

Les participants ont dit que le manque de flexibilité en matière de financement constituait un obstacle. En raison de leur situation économique, les jeunes Autochtones ne peuvent pas avoir accès aux programmes de financement du fait qu'ils ne satisfont pas aux exigences relatives aux capitaux propres. Les délégués ont proposé les possibilités suivantes comme moyens de favoriser chez les jeunes le lancement et l'expansion d'entreprises :

- flexibilité des modalités de remboursement des prêts;
- assouplissement des modalités relatives aux contributions remboursables et aux garanties d'emprunt;
- allégement des exigences relatives aux capitaux propres;
- reconnaissance d'autres sources de capitaux propres (compétences, formation et cours en administration).

Fonds d'investissement destinés à la jeunesse autochtone

FedNor devrait réserver des fonds à la jeunesse autochtone et contribuer ainsi à réduire les obstacles systémiques que doivent surmonter les jeunes pour essayer d'obtenir du capital.

Les délégués ont cité comme exemples utiles des programmes comme l'Initiative pour les jeunes entrepreneurs autochtones d'Entreprise autochtone Canada. Toutefois, ce programme particulier accuse des lacunes majeures en matière des frais couverts et des limites importantes quant à l'infusion de capitaux. Les participants ont remis en question la responsabilisation des SADC; ils se demandaient si elles établissaient des objectifs et si elles s'efforçaient d'obtenir des résultats quantitatifs sur la participation de jeunes Autochtones à leurs programmes.

Certains ont recommandé qu'un fonds soit réservé aux initiatives de développement économique pour les jeunes Autochtones selon les besoins des collectivités. Il pourrait s'agir, entre autres, d'ateliers et de conférences communautaires, d'entreprises commerciales dirigées par des jeunes et de soutien à l'établissement de réseaux et de communications pour les jeunes.

D'autres ont proposé de faire l'essai de cercles de prêts, de fonds d'emprunt auxquels les étudiants pourraient avoir accès ainsi que de la mise en place d'une société de financement de la jeunesse autochtone.

Conclusion

Des jeunes possédant toutes sortes d'expériences et des antécédents divers - étudiants, entrepreneurs, travailleurs auprès des jeunes, jeunes chômeurs, parents seuls et des jeunes vivant en régions urbaines, rurales ou éloignées - sont venus au forum pour partager avec FedNor leur vision de l'avenir pour la jeunesse autochtone du nord de l'Ontario. Les résultats présentés dans le présent rapport découlent de l'apport des jeunes qui ont pris part à cet événement. Ainsi, moyennant quelques modifications essentielles et un engagement sincère envers la jeunesse autochtone, FedNor peut réunir tous les intervenants et résoudre certaines des principales préoccupations relativement au développement économique chez les jeunes Autochtones.

Beaucoup de ces jeunes se sentent mis à l'écart du marché du travail de la majorité et des activités de développement économique. Cette impression peut limiter leur perspective et affaiblir la motivation les poussant à exploiter leur plein potentiel. Dans les collectivités autochtones du Nord, il est crucial d'inculquer aux jeunes un sens accru des possibilités et des défis pour alimenter leur dynamisme économique en préparation du prochain millénaire.

Faire face à la réalité

De plus en plus, on constate dans les secteurs privé et public le prix de l'inaction en ce qui concerne la situation de la jeunesse autochtone. L'économiste en chef de la Banque Royale, M. John McCallum, affirme que la situation économique actuelle des Autochtones du Canada est « déplorable ». Il ajoute que le statu quo coûte beaucoup à l'État et que ce coût est à la hausse. M. McCullum va jusqu'à dire qu'il s'agit d'une « question d'urgence nationale ».[6]

La situation des jeunes Autochtones touche tous les membres de la société canadienne. Leur faible lien avec la population active et leur manque d'éducation ont de graves conséquences sur les systèmes national et provinciaux d'aide sociale, d'éducation et de justice pénale.

C'est le temps d'agir

Les jeunes délégués ont embrassé leur tâche avec enthousiasme et confiance, espérant que leurs opinions, leurs préoccupations et leurs recommandations ne tomberaient pas dans l'oreille d'un sourd. Ils ont parlé de leurs besoins avec éloquence et passion. Mieux encore, ils ont discuté de solutions fondées sur leur connaissance de leurs valeurs culturelles et leur solide enracinement dans ces valeurs.

Les principales questions que, selon eux, FedNor devrait considérer dans l'élaboration de programmes et de services destinés aux jeunes Autochtones sont les suivantes :

- la consultation auprès des jeunes et la participation de ceux-ci sont indispensables;
- le lancement d'une campagne de sensibilisation à l'emploi des jeunes et à la nouvelle économie s'impose;
- les jeunes ont besoin d'information pertinente et d'actualité;
- le gouvernement doit reconnaître et respecter les cultures distinctes des peuples autochtones;
- les employeurs du secteur privé peuvent jouer un rôle clé;
- il faudrait encourager et aider les jeunes entrepreneurs;
- les partenariats sont essentiels;
- les jeunes ont besoin d'avoir accès à la technologie, surtout en ce qui a trait aux possibilités de formation dans les régions éloignées;
- il faudrait utiliser les infrastructures existantes comme mécanismes de prestation des programmes de FedNor à l'échelle locale;
- les jeunes ont besoin de solutions novatrices qui les aideront à obtenir du capital pour leurs entreprises commerciales;
- au sein même des collectivités autochtones, les jeunes doivent être inclus dans le processus de planification et dans l'élaboration d'une vision.

FedNor, en raison de son mandat, est bien placée pour s'occuper des problèmes auxquels se heurtent les jeunes Autochtones du nord de l'Ontario en matière de développement économique. Tout ce que veulent ces jeunes, c'est l'occasion de faire leurs preuves. Ils ont besoin qu'on les encourage, qu'on leur fasse prendre conscience de leur potentiel et qu'on leur fournisse les outils nécessaires pour atteindre leurs objectifs. Grâce à une vision réaliste et à un cadre favorable, les jeunes Autochtones pourront, en collaboration avec leurs collectivités et le gouvernement, formuler la stratégie qui leur permettra d'y parvenir.

Des participants au forum *Emparons-nous de l'avenir* partagent un moment d'euphorie avec l'animateur de l'atelier (de gauche à droite) : Pierre Guerard de Sioux Lookout, Yionna Wesley de Thunder Bay, Wade Cachagee, animateur de l'atelier Accès à la technologie, et Denyse Nadon de Timmins.

Notes en fin de rapport

1. FedNor. *Northern Ontario (Still) at the Crossroads*, mars 1998.

2. Les Ententes bilatérales régionales (EBR) sont des ententes conclues entre Développement des ressources humaines Canada (DRHC) et diverses organisations autochtones. Grâce à ces ententes, DRHC confère aux Autochtones partout au Canada la responsabilité et l'autorité de concevoir et de mettre en oeuvre des programmes et des services liés à l'emploi visant à stimuler le marché du travail. Dans le cadre de ces ententes, les mécanismes locaux de prestation sont des organismes communautaires désignés qui offrent ces programmes et services aux Autochtones au nom de l'autorité responsable de ces ententes. Pour de plus amples renseignements, visiter le site Web suivant : http://www.hrdc-drhc.gc.ca/aro/

3. Fred Wein. *The Royal Commission Report: Nine Steps to Rebuild Aboriginal Economies*, octobre 1997.

4. Hill Sloan Associates Inc. *Consultant's Report on the 1996 Stakeholder Forum on Corporate Aboriginal Partnerships in Ontario for the Ontario Native Affairs Secretariat*, octobre 1996.

5. Ententes bilatérales régionales (EBR). Voir la note numéro 2.

6. John McCallum. *Royal Bank of Canada: Aboriginal Economic Development Overview*, octobre 1997.

LKC
E 98 .Y68 A314 1999 c.2
Emparons-nous de l'avenir développeme
économique et jeunesse autochtone du
nord de l'Ontario

DATE DUE
DATE DE RETOUR

CARR McLEAN 38-296

INDUSTRY CANADA / INDUSTRIE CANADA
222115